

Plus de 140 volleyeurs à Franco-Cité



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 28 janvier 2009 à 23:39

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Plus de 140 jeunes athlètes du Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est ont participé à la 4e Classique de volleyball élémentaire du secteur sud, qui se tenait récemment à l'École secondaire catholique Franco-Cité. Le tournoi, qui regroupait 14 équipes, sept masculines et sept féminines, s'est déroulé sous la supervision des jeunes du programme Sports-Études en volleyball de l'École Franco-Cité.

Chez les garçons, l'École Marius-Barbeau a remporté l'or, en vertu d'une fiche de cinq victoires et aucun revers. L'École George-Étienne-Cartier a récolté la médaille d'argent, tandis que l'École Lamoureux a complété le podium, arrachant le bronze.

Du côté des filles, l'École George-Étienne-Cartier a mis la main sur l'or, alors que les écoles Lamoureux et Marius-Barbeau ont terminé respectivement deuxième et troisième.

Les grands gagnants de cette initiative sont toutefois les élèves de toutes les écoles participantes. De plus, soulignons l'implication des élèves du programme Sports-Études, à titre d'arbitres, qui ont assuré la réussite de l'événement. **(S.J.)**

Inauguration d'un service de garde pour le programme CLIC Le CLIC permet l'apprentissage du français pour les immigrants



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 28 janvier 2009 à 23:44

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les participants du programme de Cours de langues pour immigrants du Canada (CLIC), qui a été officiellement inauguré, la semaine dernière, par le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO) bénéficient désormais d'un service de garde gratuitement. «Cet important service permet ainsi aux parents d'enfants âgés de 19 mois à cinq ans de poursuivre leur apprentissage du français en toute confiance, sachant que leurs enfants se trouvent entre les mains d'éducatrices qualifiées et expérimentées et ce, dans le même édifice», a indiqué la gestionnaire de programmes de langues, Francine Spielmann.



Marie Paule St Fleur, éducatrice du Service de garde CLIC, et Georges Orfali, président du CÉPEO, entourés d'enfants inscrits au service de garde. Photo : Gracieuseté du CÉPEO

Actuellement, le programme accueille 20 étudiants et autant d'enfants au service de garde. «Avec le service de garde, les enfants d'âge préscolaire, comme leurs parents, sont plongés dans la culture française et acquièrent de bonnes habiletés linguistiques. Des habiletés qui favoriseront une intégration réussie dans les écoles de langue française», a fait valoir le président du CÉPEO, Georges Orfali.

Mme Spielmann souhaite éventuellement étendre le service de garde aux nourrissons, mais le nombre de places disponibles est suffisant pour le moment.

Offert depuis un peu plus d'un an, le programme s'adresse aux nouveaux arrivants qui souhaitent apprendre le français.

«Le programme permet aux nouveaux arrivants de comprendre les rouages de la société canadienne et de trouver leur place. Ils ont aussi plus de chances de se trouver un emploi s'ils parlent l'une des deux langues officielles», a fait valoir Mme Spielmann.

Une ancienne du programme arrivée au Canada en 2007, Maria Gonzales, qui parlait déjà l'anglais, l'espagnol et l'allemand, a choisi d'apprendre le français pour augmenter ses chances de se dénicher un emploi.

«Après quelques semaines au Canada, j'étais convaincue que je devais apprendre le français pour m'aider à trouver un emploi, une langue officielle et belle. Après sept mois, je pouvais parler, lire et écrire en français. Ça fait de moi une professionnelle plus compétitive sur le marché du travail», a-t-elle partagé.

Le programme est offert durant toute l'année et peut accueillir encore plus d'étudiants. Mme Spielmann travaille actuellement à offrir le cours dans l'ouest de la Ville.

Les personnes intéressées peuvent visiter le www.carrefour.cepeo.on.ca pour obtenir plus de renseignements au sujet du CLIC.

Obama sera reçu à Ottawa le jeudi 19 février

MALORIE BEAUCHEMIN

LA PRESSE

Le président Barack Obama effectuera sa première visite officielle au Canada le jeudi 19 février, a annoncé hier le bureau du premier ministre Stephen Harper.

Le gouvernement conservateur avait annoncé fièrement à

la mi-janvier que la première visite à l'étranger du nouveau président élu le 4 novembre se ferait au Canada.

«Ceci témoigne, non seulement de l'importance de nos relations commerciales et de nos échanges, mais aussi de la force de notre amitié», a dit M. Harper hier, au moment d'aviser la Chambre de la date officielle de la visite présidentielle.

Le Canada a souvent été la première destination à l'étranger de plusieurs présidents américains, mais en 2001, George W. Bush avait préféré rendre visite au président mexicain Vicente Fox pour son premier voyage officiel.

Le premier ministre Harper souhaite profiter de cette rencontre avec le nouveau président américain pour faire «une séance

de travail importante et productive».

Les détails de la visite seront annoncés plus tard, mais on sait déjà qu'il s'agira d'une visite d'une journée seulement.

Vendredi dernier, M. Harper a appelé M. Obama pour une première conversation téléphonique depuis l'investiture de ce dernier à la tête des États-Unis, le 20 janvier.

Les deux hommes d'État ont alors notamment discuté de la situation économique préoccupante, des difficultés auxquelles fait face l'industrie automobile, d'environnement, ainsi que de certains dossiers internationaux, dont l'Afghanistan.

Ces mêmes sujets sensibles pourraient se retrouver à l'ordre du jour de la rencontre le jeudi 19 février.

À DROIT 29-01-2009



cyberpresse.ca

Publié le 28 janvier 2009 à 16h00 | Mis à jour le 28 janvier 2009 à 22h48

Ambrose prête à faire adopter une loi pour un forcer un retour au travail des employés d'OC Transpo

Le conflit rebondit au Parlement



Rona Ambrose
Archives, LeDroit



Louis Lafortune
Le Droit

Le conflit de travail qui n'en finit plus chez OC Transpo a rebondi aux Communes en fin d'après-midi hier : le député libéral d'Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger, a demandé et obtenu un débat d'urgence pour tenter de dénouer l'impasse, un débat prévu ce soir.

Et au moment même où M. Bélanger s'adressait à la Chambre pour obtenir ce débat, la ministre du Travail, Rona Ambrose, a déclaré aux médias, dans le foyer des Communes, qu'elle était prête à intervenir.

« Je suis prête à agir en ce moment. Je suis prête à introduire une loi pour forcer un retour au travail. Cependant, j'aurai besoin de

l'appui de l'opposition. J'ai approché le Parti libéral et je leur ai demandé leur appui. Nous aurons besoin de ces votes pour faire adopter une loi. »

Cette grève dure depuis trop longtemps, a ajouté la ministre. « J'ai entendu des histoires sur les difficultés que vivent les gens d'Ottawa. Cette grève frappe les plus vulnérables. Nous avons essayé, depuis deux semaines, de travailler par l'entremise de la médiation et nous avons offert l'arbitrage sans obtenir l'accord des deux parties. »

Graham ne veut pas d'intervention

Le vice-président international du Syndicat uni des transports (SUT), Randy Graham, estime pour sa part qu'il est trop tôt pour commenter les propos de la ministre Ambrose, même s'il ne souhaite pas qu'elle intervienne.

« Nous n'allons pas bien accueillir ça, c'est certain, dit-il. Nous voulons négocier une entente et nous avons présenté une offre qui pourrait, selon nous, remettre les autobus en service. Une offre que la ville aurait dû accepter. »

« L'autre partie semble vouloir, depuis le début, que tout le monde prenne les décisions à sa place, alors peut-être que ça la rendra heureuse », ajoute M. Graham.

Dans un communiqué envoyé hier soir, le directeur municipal d'Ottawa, Kent Kirkpatrick, a indiqué pour sa part que le personnel de la Ville tentera de déterminer combien de temps il en faudrait avant qu'un projet de loi ne soit déposé.

De 18 h 30 à minuit

Quant au débat d'urgence obtenu par Mauril Bélanger, il est prévu à 18 h 30 aujourd'hui aux Communes et pourrait durer jusqu'à minuit. « La raison que j'ai réclamé ce débat, c'est que je veux mettre de la pression sur tous les partis politiques, incluant le gouvernement du Canada. »

« Le gouvernement doit comprendre l'importance de cette situation, a ajouté M. Bélanger. Nous avons des centaines de milliers de personnes qui sont touchées quotidiennement par cette grève. Depuis mardi, les deux partis ne se parlent plus. Il n'y a plus de progrès et il est temps d'intensifier aussi la pression sur OC Transpo et la Ville. »

Si les conservateurs veulent présenter une loi sur le retour au travail, M. Bélanger affirme qu'il faudra l'examiner.

De son côté, le député néo-démocrate, Paul Dewar, n'est pas très chaud à l'idée de forcer un retour au travail. Il préconise plutôt l'intervention d'un arbitre qui serait nommé par les deux partis dans le conflit, avec l'accord de la ministre Ambrose.

« Si la ministre fait cela, le conflit prend fin pendant que l'arbitre se penche sur le dossier », a dit M. Dewar.

Dans un autre développement dans la saga d'OC Transpo, le ministre des Transports et député d'Ottawa-Ouest-Nepean, John Baird, a rencontré les dirigeants syndicaux chez OC Transpo, André Cornellier et Randy Graham pendant une quarantaine de minutes.

M. Baird affirme qu'il a soulevé, auprès des syndiqués, la question de la sécurité de la population. La communauté, a ajouté M. Baird, est très frustrée face à ce conflit.

McGuinty s'en mêle

Plus tôt dans la journée, le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, a exhorté le fédéral de mettre fin au conflit de travail, dénonçant son manque de leadership dans le dossier et précisant que la grève avait des répercussions sur l'économie et dans la vie des gens.

AVEC DOMINIQUE LAHAYE



cyberpresse.ca

Publié le 28 janvier 2009 à 21h50 | Mis à jour le 28 janvier 2009 à 21h53

Budget Flaherty

Les francophones restent dans le noir



Lise Routhier-Boudreau
Archives, LeDroit



Paul Gaboury
Le Droit

Les francophones dénoncent le budget 2009 du gouvernement Harper qui ne leur a même pas consacré une ligne, pas même un mot.

Ainsi, le ministre des Finances Jim Flaherty n'a rien confirmé ou annoncé au sujet de la promesse faite en juin dernier dans la Feuille de route sur la dualité linguistique de dépenser 1,1 milliard \$ sur cinq ans pour mettre en oeuvre un plan d'action pour assurer le développement des communautés linguistiques en situation minoritaire.

Puisque les communautés affirment ne pas avoir vu la couleur des nouveaux investissements promis,

elles estiment qu'elles étaient en droit de s'attendre à voir des clarifications sur ces engagements dans le budget.

« Nous sommes très étonnés et déçus de voir qu'il n'y a aucun incitatif dans ce budget pour le développement des communautés, surtout que la Feuille de route qui annonçait 1 milliard \$ en juin dernier était un outil important, mais pas le coup de barre souhaité. Nous demeurons très perplexes » a d'abord déclaré Lise Routhier-Boudreau, présidente de la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA).

Coup de fil

En soirée mardi, la présidente de la FCFA dit avoir reçu un coup de téléphone du ministre du Patrimoine canadien, James Moore, qui a voulu la rassurer en lui indiquant que le montant de 1,1 milliard \$ serait là, « qu'il était engagé et qu'il n'y aurait pas de problème ».

« Certes, nous avons reçu une confirmation personnelle du ministre par rapport aux investissements de la Feuille de route, alors nous considérons que nous passons maintenant à l'étape de la mise en oeuvre. Toutefois en l'absence d'une référence claire à cette initiative dans les documents du budget, la Fédération s'attend à travailler

de près avec le ministère pour clarifier de quelle manière ces sommes sont réparties », a indiqué la présidente de la FCFA.

Pour sa part, la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) déplore que le nouveau budget ait réduit les ardeurs de l'organisme en un feu de paille avec « des promesses plus que timides en matière de formation de la main d'oeuvre et un silence remarqué sur la Feuille de route pour la dualité linguistique ».

Le budget de mardi ne mentionnait pas non plus l'initiative annoncée en juin dernier pour remplacer le Programme de contestation judiciaire.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



INSCRIPTION

Les écoles catholiques de langue française du **CSDCEO** offrent des programmes pour la réussite de tous les élèves, tant au palier élémentaire que secondaire. Avec un meilleur départ dans nos garderies et centres éducatifs, nos élèves acquièrent :

- un bilinguisme de haut niveau
- une excellente maîtrise du français
- des valeurs catholiques

Toutes nos écoles offrent un programme de maternelle à temps plein. Toutes les régions offrent un service de garderie/centre éducatif pour les tout-petits.

C'est ça le meilleur départ!

- | | |
|----------------|---------------------|
| ALEXANDRIA | L'ORIGINAL |
| ALFRED | MAXVILLE |
| BOURGET | MOOSE CREEK |
| CASSELMAN | NORTH LANCASTER |
| CLARENCE CREEK | PLANTAGENET |
| CORNWALL | ROCKLAND |
| CRYSLER | RUSSELL |
| EMBRUN | SAINT-ALBERT |
| GLEN ROBERTSON | SAINT-EUGÈNE |
| HAMMOND | SAINT-ISIDORE |
| HAWKESBURY | SAINT-PASCAL-BAYLON |
| LEFAIVRE | VANKLEEK HILL |
| LIMOGES | WENDOVER |
| LONG SAULT | |

MON CHOIX!

L'ÉCOLE CATHOLIQUE!

Visitez notre site Web pour connaître les dates des séances d'information de votre école.

csdceo.ca



Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

Ensemble, nous faisons toute une différence! www.csdceo.ca 1 800 204-4098

INSCRIPTION à L'ÉCOLE CATHOLIQUE

Cette page d'information vous est offerte grâce à un partenariat entre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien et le quotidien LeDroit.



Vous pourriez devenir porteur du flambeau olympique de 2010

Pour en savoir plus >

IMAGINEZ. RÉALISEZ.



cyberpresse.ca

Publié le 28 janvier 2009 à 19h09 | Mis à jour le 28 janvier 2009 à 19h17

Pour éviter de longues distances avec des autobus vides

La STO s'offre un nouveau garage



Archives, LeDroit



Patrick Duquette
Le Droit

Pour éviter à ses autobus de voyager à vide sur de longues distances, la Société de transport de l'Outaouais construira un nouveau garage de 60 millions dans l'est de Gatineau.

Il abritera 250 véhicules de même qu'une cinquantaine d'employés d'entretien. Un réservoir permettra aux autobus de s'alimenter sur place en carburant. La construction est prévue en 2013.

La STO n'a pas encore arrêté son choix sur le terrain qui accueillera le nouveau garage. Mais il pourrait être situé quelque part entre la montée Paiement et le boulevard Lorrain.

Le nouveau garage permettra d'éviter les trajets improductifs. Actuellement, des autobus partent de Hull pour aller chercher des gens à Masson-Angers et Buckingham et les ramener au centre-ville.

La moitié du trajet, environ 20 kilomètres, se fait avec l'autobus vide. « Un garage plus à l'est évitera ce genre de déplacement improductif », dit Patrice Martin, le président de la STO.

Aide aux parents,
les gens les plus occupés sur

cyberpresse.ca

Publié le 28 janvier 2009 à 20h18 | Mis à jour le 28 janvier 2009 à 20h22

Infrastructures

Les maires de l'Est ontarien veulent plus de liberté



Maires des Comtés unis de Prescott-Russell
Archives, LeDroit



Jean-François Dugas
Le Droit

Les investissements de 12 milliards \$ pour les infrastructures, dévoilés mardi dans le budget fédéral, c'est bien, mais les maires de Prescott-Russell déplorent toutefois la formule préconisée par le gouvernement pour assurer la réalisation des projets.

« La formule de financement un tiers, un tiers, un tiers doit cesser. Le gouvernement fédéral doit investir directement et de façon significative dans l'Est ontarien. Il faut arrêter d'être le ghetto de la province », s'insurge Ken Hill, maire du canton de Russell.

Depuis quelques années, les gouvernements provincial et fédéral distribuent des fonds selon une

formule tripartite, au grand dam des municipalités, de plus en plus menottés financièrement.

Hier, le député fédéral de Glengarry-Prescott-Russell, Pierre Lemieux, a confirmé au *Droit* que la formule restera inchangée dans la plupart des cas.

« Pour certains projets, la contribution du gouvernement peut être de 50 %, mais en général on utilisera la formule un tiers, un tiers, un tiers. Chose certaine, les municipalités devront verser des sommes. »

Solutions

« Nous préférerions que l'argent soit donné directement aux municipalités. Elles connaissent mieux que quiconque leurs propres besoins. Nous n'aimons pas le 'un tiers, un tiers, un tiers', mais c'est mieux que rien », affirme Robert Kirby, maire de Hawkesbury-Est et préfet des Comtés unis de Prescott et de Russell.

« L'an dernier le gouvernement provincial nous avait donné des fonds, sans attache, pour nos projets d'infrastructure. C'est le bon moyen de faire, à mon avis », ajoute Gary Barton, maire de Champlain.

En 1997, la province avait payé 83 % des coûts associés à la réfection du réseau d'aqueduc entre les municipalités de Hawkesbury et de Vankleek Hill, se rappelle-t-il.

« On devrait utiliser le même principe que la taxe sur l'essence à condition que nous dépensons les sommes sur des projets d'infrastructure », suggère de son côté Denis Pommainville, maire de La Nation.

Sur la scène locale, une première liste d'épicerie identifie neuf projets totalisant 87,5 millions \$.

« Des projets, ce n'est pas ce qui manque », déclare

Marc Clermont, directeur des Travaux publics de Prescott et Russell.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Trois décennies de soutien de la part d'Entraide budgétaire Ottawa

L'organisme souhaite doubler son nombre de membre



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 28 janvier 2009 à 22:47

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Diane Derome agira à titre de présidente d'honneur dans le cadre des activités pour les 30 ans d'Entraide budgétaire Ottawa. Celle-ci est vice-présidente Soutien au développement des affaires pour Desjardins Ontario et était aussi des grimpeurs qui ont participé à l'ascension du mont Kilimandjaro pour la Fondation de l'hôpital Montfort.

Il s'agit d'un beau partenariat entre Desjardins et Entraide budgétaire Ottawa selon la directrice générale de l'organisme, Hélène Ménard, avec la création du Fonds d'entraide Ottawa.

«Mme Derome a démontré un très grand intérêt et est présente lors de nos activités. Nous considérons que le *match* est très bon», indique Mme Ménard.

«La présence de Mme Diane Derome à la présidence d'honneur symbolise bien le désir de l'organisme, après 30 ans d'existence, de viser de nouveaux sommets, Mme Derome ayant elle-même entrepris ce mois-ci l'ascension du mont Kilimandjaro, en Afrique, pour recueillir des fonds pour les Programmes de soins du cancer du Nouveau Montfort», selon la présidente du conseil d'administration d'Entraide budgétaire Ottawa, Françoise Viau.

Le Fonds d'entraide Ottawa a été créé à l'automne. Desjardins a octroyé 19 000\$ et



Diane Derome assumera la présidence d'honneur dans le cadre des activités célébrant les 30 ans d'Entraide budgétaire Ottawa. Photo : Gracieuseté de la Fondation de l'hôpital

donné des argents pour permettre l'embauche d'un consultant budgétaire et responsable de l'administration. Le fonds permet à des personnes en difficulté financière d'effectuer de petits prêts sans intérêts.

Montfort

Pour ses 30 ans, l'organisme tiendra des activités de visibilité et souhaite également augmenter considérablement son nombre de membre qui est actuellement de 130.

«Trente ans, 300 membres, se lance pour objectif Hélène Ménard. Nous souhaitons recruter environ 150 nouveaux membres», indique-t-elle.

L'organisme tiendra aussi une soirée spéciale à l'automne pour ses membres et la communauté.

Pont de l'île Kettle : le gouvernement ontarien intervient



par **Karine Régimbald**

[Voir tous les articles de Karine Régimbald](#)

Article mis en ligne le 28 janvier 2009 à 23:52

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le gouvernement de l'Ontario, par le biais de sa députée d'Ottawa-Vanier, Madeleine Meilleur, demande à la Commission de la capitale nationale (CCN) de considérer plus d'options quant à la construction d'un pont entre Ottawa et Gatineau. À cet effet, le gouvernement provincial désire que la société d'État inclue les trois premiers choix, soit l'Aéroport de Gatineau, Lower Duck et l'île Kettle, dans la phase 1 de son étude environnementale, en tenant compte de leur impact sur la communauté, de leur influence sur la circulation et sur le développement économique, avant d'entamer la deuxième phase du processus.

Madeleine Meilleur, qui est contre un pont à l'île Kettle, croit qu'un nouveau pont devrait être construit loin des quartiers résidentiels. Beaucoup d'intervenants de la communauté ont d'ailleurs exprimé leurs inquiétudes quant au bruit, à la qualité de l'air et à l'augmentation du volume de la circulation routière en lien avec la sécurité de la population. **(K.R.)**

Suspect recherché pour vol de banque



par **Karine Régimbald**

[Voir tous les articles de Karine Régimbald](#)

Article mis en ligne le 28 janvier 2009 à 13:47

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les policiers d'Ottawa demandent l'aide du public en vue d'identifier un suspect impliqué dans un vol de banque survenu lundi, à la succursale de la banque TD Canada Trust de la rue Bank. Vers 18h, une femme est entrée dans la banque pour présenter un billet de demande d'argent comptant. Elle s'est enfuie à pied après que le caissier lui ait remis une certaine somme d'argent.

La femme en question serait âgée entre 18 et 22 ans et elle aurait le teint foncé. Elle mesurerait entre 5 pi et 1 po et 5 pi et 5 po et pèserait entre 120 et 130 livres. Elle a les cheveux foncés, les yeux bruns et elle portait un manteau d'hiver noir avec un capuchon bordé de fourrure blanche lors du délit.

Toute personne détenant des renseignements sur cette affaire est priée de téléphoner le Service de police d'Ottawa au 613-236-1222, poste 5116 ou encore Échec au crime au 613-233-8477 (TIPS).

(K.R.)



cyberpresse.ca

Publié le 28 janvier 2009 à 21h29 | Mis à jour le 28 janvier 2009 à 21h29

OC Transpo n'est pas un service essentiel



Archives, LeDroit



Justine Mercier
Le Droit

Pour une rare fois, le Syndicat uni du transport (SUT) et la Ville d'Ottawa étaient sur la même longueur d'ondes, mercredi matin, et ont fait valoir que le transport en commun n'est pas un service essentiel dans la capitale fédérale. Le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) leur a donné raison.

Une fois entendus les arguments des deux parties, les trois membres du CCRI présents à l'audience n'ont eu besoin que d'une quinzaine de minutes pour rendre une décision.

La présidente du CCRI, Elizabeth MacPherson, a expliqué que malgré les quelque 3000 soumissions

reçues du public, rien ne permet de conclure que la grève des 2300 chauffeurs et mécaniciens d'OC Transpo représente un danger pour la population.

Selon le Code canadien du travail, un retour forcé au travail ne peut être imposé qu'en cas de «risques imminents et graves pour la sécurité ou la santé du public».

Le CCRI s'est dit satisfait, mercredi, d'une entente verbale conclue entre les deux parties pour le maintien du service Para Transpo et pour assurer la disponibilité d'autobus dans des situations d'urgence, par exemple pour accueillir temporairement des sinistrés lors d'un incendie.

Tant les avocats du syndicat que ceux de la Ville ont présenté, mercredi, des documents pour appuyer leur vision des choses. Les dirigeants des services d'urgence, notamment les paramédics et les pompiers, ont clairement indiqué, par le biais de déclarations sous serment, que la grève n'a pas d'impact sur les délais de réponse.

Me Charles Hofley, qui représentait la Ville d'Ottawa, a dit comprendre que les usagers considèrent que le transport en commun est un service crucial, mais que cela ne signifie pas pour autant qu'il s'agit d'un service essentiel en vertu des dispositions de la loi.

C'est à la demande de la ministre fédérale du Travail, Rona Ambrose, que le CCRI avait décidé de tenir une

audience dans ce dossier. «Le conseil demande aux ministres de régler les problèmes, mais c'est au maire de régler ses propres problèmes», a commenté le président de la section locale 279 du SUT, André Cornellier.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

La Ville approuve de nouvelles mesures de sécurité



par **Stéphane Jobin**

[Voir tous les articles de Stéphane Jobin](#)

Article mis en ligne le 28 janvier 2009 à 23:50

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le comité des Transports de la Ville d'Ottawa a approuvé l'implantation de plusieurs mesures visant à améliorer la sécurité des automobilistes sur la Blackburn Hamlet Bypass. Ce tronçon de route, qui vise à dévier la circulation du chemin Innes dans le quartier Blackburn Hamlet, possède l'un des plus hauts taux de collisions sérieuses de la ville.

Après une recommandation du conseiller Rainer Bloess en 2007, un comité a été chargé d'identifier des mesures sans grande incidence économique pour améliorer la sécurité de l'artère. Le rapport a confirmé que la présence de fossés aux abords du chemin ainsi que l'absence de signalisation posait un problème de sécurité important.

Plusieurs solutions à court terme ont ainsi été implantées ou sont sur le point de l'être. Les feux de circulation ont été coordonnés et des panneaux avisant les automobilistes du potentiel de collision ont été installés. La vitesse excessive sera également visée dès ce printemps, alors que la Ville entend faire appliquer plus rigoureusement les limites de vitesse.

De plus, des rampes dans les courbes seront construites ou rénovées plus tard cette année. De même, les voies d'accotement seront pavées, et des travaux visant à rendre les fossés plus sécuritaires seront entamés, aussitôt le budget accordé par la Ville.

Par ailleurs, le conseiller Bloess s'est dit satisfait du rapport présenté à l'administration et voit d'un bon œil l'implantation des mesures de sécurité.

«Ce tronçon de route est sournois et la population de l'est s'est plaint. Je suis heureux de répondre aux préoccupations de sécurité des citoyens grâce à une évaluation professionnelle et un programme solide d'améliorations», a déclaré M. Bloess. **(S.J.)**

Le fédéral délie les cordons de la bourse

par APF

[Voir tous les articles de APF](#)

Article mis en ligne le 28 janvier 2009 à 23:39

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper semble avoir pris au sérieux la menace des partis de l'opposition de défaire son gouvernement si le budget pour l'exercice financier 2009-2010 ne comportait pas d'importantes mesures pour relancer l'économie canadienne. Le mardi 27 janvier, le gouvernement Harper a répondu en présentant un budget qui va à l'encontre de l'idéologie conservatrice selon laquelle on doit limiter l'ingérence de l'état dans l'économie du pays. Plus précisément, dans son budget qu'il qualifie de plan d'action économique, le ministre des Finances, Jim Flaherty, y dévoile que son gouvernement prévoit des mesures de stimulation économique de l'ordre de 18 milliards de dollars pour le prochain exercice financier et de 15,5 milliards l'année suivante.

«Il (le budget) assure à l'économie une stimulation temporaire et efficace pour aider les familles et les entreprises canadiennes à faire face à leurs problèmes à court terme. Nos investissements vont accroître la capacité du Canada à long terme; ainsi, lorsque la récession mondiale prendra fin, nous en sortirons encore plus forts», souligne le ministre Flaherty.

«Des Canadiens de toutes les régions ont commencé à ressentir les effets de la crise économique mondiale qui s'aggrave. Ils craignent pour leurs emplois, leurs épargnes durement acquises et leurs maisons. Ils s'inquiètent pour leurs familles, leurs entreprises et leurs collectivités», peut-on par ailleurs lire en introduction du budget fédéral.

Ainsi, pour tenter de limiter les dégâts de cette crise économique et financière, le gouvernement vient en aide aux différents secteurs de l'économie canadienne à coups de dizaines et de centaines de millions de dollars, et parfois même à coups de milliards.

Quelques faits saillants

La première série de mesures, qui traite de l'accès au financement et de l'ensemble du système financier canadien, présente peu de chiffres. On y parle plutôt des façons dont le gouvernement entend faciliter, au besoin, l'octroi de liquidités exceptionnelles aux institutions financières de même que des modifications qui seront apportés à certains programmes gouvernementaux, dont une modification qui prévoit de hausser le montant maximal des prêts que peuvent recevoir les petites entreprises en vertu d'un programme de prêts. C'est par la suite que le gouvernement conservateur commence à faire pleuvoir les milliards, avec notamment 5,9 milliards de dépenses gouvernementales en prolongement des périodes au cours desquelles les travailleurs canadiens sont admissibles aux prestations d'assurance-emploi et en élargissement des possibilités d'accès à des programmes de formation et de développement des compétences pour ces mêmes travailleurs.

Par la suite, le gouvernement prévoit des mesures évaluées à 3,9 milliards pour stimuler la construction domiciliaire, puis une autre série de mesures, évaluée à 5,7 milliards cette fois, destinée aux infrastructures du pays. Les municipalités toucheront d'ailleurs une bonne part de ce dernier montant.

Enfin, le Canada consacra 2,4 milliards de son prochain budget à des mesures visant à soutenir les entreprises qui traversent une période difficile. Dans le cadre de ces mesures, notons que 170 millions sur deux ans seront versés au secteur forestier, que le secteur agricole obtient une large part du gâteau avec diverses initiatives qui lui sont destinées et que l'industrie automobile pourra bénéficier de fonds gouvernementaux par l'entremise d'un programme de prêts remboursables à court terme. Cette dernière initiative avait toutefois été annoncée en décembre dernier, en collaboration avec le gouvernement de l'Ontario.

Retour aux déficits

Une telle générosité de la part du fédéral sur le plan financier signifie cependant que le Canada rompt avec une série d'excédants budgétaires enregistrés au fil des ans. En effet, les surplus encaissés depuis plus d'une dizaine d'années sont chose du passé. Même pour l'exercice financier qui prendra fin le 31 mars 2009, le fédéral prévoit un déficit de 1,1 milliard alors que l'on s'attendait à un autre surplus. C'est tout de même bien peu si l'on compare ce déficit à celui qui est anticipé pour l'exercice financier 2009-2010. Alors qu'un déficit d'environ 15 milliards était prévu, le gouvernement estime que la nouvelle série de mesures annoncée dans le budget portera le déficit à 33,7 milliards. Pour 2010-2011, le déficit devrait se chiffrer à 29,8 milliards et ce n'est qu'en 2013-2014, si tout se déroule comme prévu, que le Canada renouera avec les surplus budgétaires.

«Les Canadiens regrettent que l'on crée un déficit pour investir dans l'économie et le gouvernement déplore également cette situation. Nous avons choisi d'agir de la sorte parce que nous savons que ce sera temporaire», a expliqué le ministre des Finances lors de son allocution à la Chambre des communes.

Dan Boudria de retour au Parlement

L'ancien ministre agira comme conseiller de Michael Ignatieff



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 28 janvier 2009 à 23:49

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'ancien ministre Don Boudria, qui a entre autres piloté la campagne électorale de son fils Dan, à l'automne, et occupé le poste de co-président lors de la campagne de Stéphane Dion, a encore une fois écourté ses vacances et fait fi de sa retraite pour devenir conseiller spécial en stratégie et procédure parlementaire au sein de l'équipe de Michael Ignatieff. «On a su me convaincre et on avait besoin de moi. J'espère être utile au nouveau chef», explique celui qui occupe ses nouvelles fonctions depuis lundi et ce, de façon temporaire, soit pendant deux mois.

Il s'agit d'une belle reconnaissance pour M. Boudria, qui avait annoncé publiquement son appui à M. Ignatieff lors de la dernière course à la chefferie.

«Je me sens très flatté que le futur premier ministre ait cette confiance en moi. J'espère être à la hauteur et offrir une contribution», lance-t-il.

Don Boudria, qui a été leader libéral à la Chambre des communes pendant plus de cinq ans, a mené plusieurs réformes des règles parlementaires. Il est considéré comme un spécialiste des procédures parlementaires fédérales.

Le chef libéral Michael Ignatieff a recruté deux libéraux d'expérience pour le conseiller et donner du poids à son équipe ainsi que renforcer l'électorat francophone au sein des Libéraux.

L'ex-chef de cabinet de Denis Coderre et Sheila Copps et le représentant du gouvernement du Nouveau-Brunswick à Ottawa, Maurice Rioux, se joint aussi au chef libéral à titre de conseiller pour la francophonie.



Photo : Étienne Ranger

Ottawa public schools to expand French immersion

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 29, 2009

OTTAWA -- The Ottawa-Carleton District School Board has announced that it is expanding middle and early French immersion.

Next September, middle French immersion will be offered to Grade 4 students in eight additional schools and one Beacon Hill-area school yet to be named, and early immersion will be offered at three more elementary schools

The schools that will offer middle immersion include: Adrienne Clarkson Elementary School (feeding to Longfields-Davidson Heights grade 7-12 school); Bells Corners Public School (feeding to D.A. Moodie Intermediate School); Bridlewood Community Elementary School; Centennial Public School (feeding to Glashan Public School); Blossom Park Public School; Hilson Avenue Public School (feeding to Fisher Park Public School); Richmond Public School (feeding to Goulbourn Middle School) and Convent Glen Elementary School (feeding into Henry Larsen Elementary School)

The program will be available only to students in Grade 4, and will expand by one grade every year with Grade 5 to be added in September 2010. The program will also be added to a Beacon Hill-area school in 2010. The students from the school will feed into Henry Munro Elementary School for grades 6, 7 and 8.

Meanwhile, early French immersion will be added to three elementary schools as of next September.

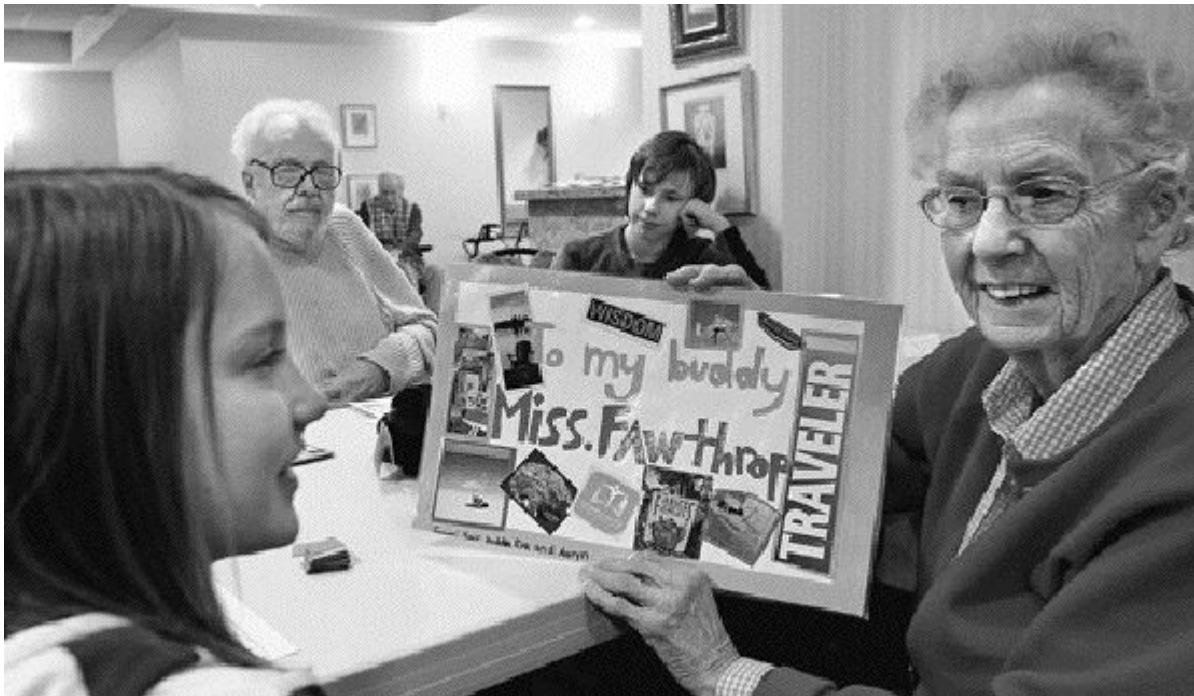
They include: Osgoode Public School, where it will be available to kindergarten students in September and expand by one grade each year until Grade 6, when the students will feed into Castor Valley Elementary School for grades 7 and 8; Broadview Public School, where it will be available to students in kindergarten to Grade 3 in September and will be expanded by one grade a year until Grade 8; and Viscount Alexander Public School, where it will be available to kindergarten students in September 2009 and expanded by one grade each year until a junior kindergarten to Grade 6 structure is implemented.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Students get real-life lessons in history

Grade 6 class spends quality time with elders

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 29, 2009



Isobel Fawthrop, right, holds a card made by her 'buddy,' student Eva Sheppard-Perkins, at the Colonel By Retirement Residence, as part of a learning and empathy project organized by Hopewell Avenue Public School. In the background are Peyton Lyons, middle, and his 'buddy' Gavin Hurd.

Photograph by: Jean Levac, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

Teacher Marion Shynal was looking for a way to teach interviewing and writing skills to her Grade 6 English class. What she found was a way for them to also earn respect and empathy.

Every Friday for six weeks, Ms. Shynal's class has trekked the few blocks between Hopewell Avenue Public School at the corner of Sunnyside and Bank Street to the Colonel By Seniors Residence on Aylmer Avenue.

There, students met with their "senior buddies," asked them questions about their lives, then produced either a placemat or a booklet outlining the important events in their buddy's life. Five students signed up to work with seniors with early-stage dementia.

Hesitant at first, the students found that every senior had a story -- wartime exploits, travel, sometimes just the day-to-day details of living in a time long before the student was born.

A few weeks into the program, Ms. Shynal asked her class if they would return on their own time to visit with their buddies. Nine students said they would. When she asked again a few weeks later, almost all

the hands went up.

Student Gavin Hurd was paired with Peyton Lyon. Among his accomplishments, Mr. Lyon was a Rhodes scholar, a professor of political science and an author.

"I learned a lot," said Gavin. "He wrote six books on international affairs."

Gavin's mother, Jocelyn Jenkins, was gratified to see the seniors be so welcoming and the students so excited. Gavin was interested in history as it touched him, but talking to Mr. Lyon opened up a new vista for him, she said. Soon, he was asking questions about conflict in the Gaza Strip.

"This should happen more often," she said. "Sometimes, you would just see the lightbulb go off."

If the students learned about how lives have changed over time, so did the seniors. Isobel Fawthrop, who was an art teacher at Hopewell in the 1950s, notes that computers have made a big difference, and students have more opportunities outside of school than they did when she was a teacher.

Former teacher Nettie Sharkey, 86, says the project has taught the students about social interaction.

"When the children have an opportunity to talk informally with you, it's amazing the things they want to talk about."

The residents have been buzzing about the project, said activity director Ann Spiers. The seniors bring a different perspective and the students learn to overlook the stigma of old age, she said.

"Now, they're older people who have had amazing experiences."

It's important for students to learn outside the classroom, said Hopewell principal Nicole Turpin. Students had visited the residence before to give concerts, but this was the first time they had one-on-one interaction with the seniors.

"They came back and said: 'You wouldn't believe what this man or woman did.' "

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Provinces wade into bridge dispute

NCC asked to do further reviews of river crossings

BY JAKE RUPERT, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 29, 2009

The latest attempt to build a new bridge across the Ottawa River is foundering in political and community backlash.

The National Capital Commission is leading a project that proposes to build a bridge on the east side of Ottawa at Kettle Island. The location was chosen after a study of up to 10 potential crossing locations, and the project's schedule would see detailed design work begin shortly.

But the process is grinding to a stop.

Earlier this week, the NCC board delayed things until hearing definitively from Ottawa city council, which is waffling on its support of the Kettle Island location. Council voted to support the Kettle Island location months ago, but more recently asked the NCC to do a detailed study of another potential crossing, farther east at Lower Duck Island, as well.

And yesterday, the Quebec and Ontario governments called on the National Capital Commission to conduct further studies on yet another potential site for a new bridge.

The news has delighted opponents of a bridge at the already selected preferred location for the bridge, at Kettle Island. Many residents of Rockcliffe Park and Manor Park say a bridge at Kettle Island would be much to disruptive of their neighbourhoods, bringing heavy truck traffic onto the Aviation Parkway in their backyards.

The deputy transport ministers from both provinces -- the top permanent bureaucrats in each department -- say the commission, the lead agency representing the federal government on the project, should conduct further study on the top three locations for such a bridge as determined by a year-long process.

These are the Kettle Island location, and others near the Gatineau Airport and Lower Duck Island.

"While a technically preferred corridor has been recommended by the study team, we have heard many in the community express their views that there should be further detailed analysis of the higher-ranked east end alternatives," wrote Ontario's deputy transportation minister Bruce McCuaig.

"Therefore, Ontario requests that the NCC direct the study team to carry out further analysis on the three highest scoring alternatives. This analysis would include a review of impacts on communities, economic development and transit, including consideration of any new information on these topics."

A letter from Quebec's deputy transportation minister Denys Jean says the same thing.

Earlier this week, NCC board chairman Russell Mills expressed frustration with the City of Ottawa's indecisiveness on its support of a bridge at Kettle Island.

City council was expected to take a new vote on its position on Kettle Island yesterday, but after some heated debate the matter was deferred again.

The matter is expected to be dealt with again in the coming weeks.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Dispute not threat to public safety: CIRB

BY GLEN MCGREGOR, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 29, 2009

The OC Transpo strike isn't enough of a danger to public health and safety that some workers should be declared an essential service and ordered back to work, a federal labour board ruled yesterday.

The Canada Industrial Relations Board said it was satisfied that a verbal agreement between the City of Ottawa and the striking Amalgamated Transit Union Local 279 is satisfactory to protect public safety.

Before the strike, the two parties agreed that ATU mechanics would continue to keep Para-Transpo vehicles running and that the union would assist in the event of a catastrophic emergency that required city buses. OC Transpo vehicles are sometimes used to shelter people after apartment building fires.

Labour Minister Rona Ambrose had asked the board to determine if the federally regulated OC Transpo, or parts of it, should be declared an essential service. Under the federal labour law, the board had to determine if there was serious and imminent danger to public health or safety from the strike. Typically, such rulings would cover emergency services such as police and fire departments.

Elizabeth MacPherson, who led the three-person panel hearing the case, said the board had reviewed more than 3,000 written submissions. It considered only those that raised legitimate concerns about public health and safety, not "what if" scenarios proposed by some, she said.

Ms. MacPherson asked the city and the ATU lawyers to present evidence about whether the labour disruption was keeping workers declared essential under other legislation -- specifically, health care workers -- from doing their jobs. They also had to address the issue of people "shut in" their homes and whether they are able to get to medical appointments or receive medication they need without bus service.

Lawyers for the city and the union struck a rare note of agreement in yesterday's hearing as they presented evidence showing there had been little effect on the ability of emergency workers and health-care providers to do their jobs.

Charles Hofley, a lawyer acting for city, presented affidavits from the chief of Ottawa's paramedic service, and the deputy chief of fire services, both saying the strike has not had any discernible impact on response times. In another affidavit, the city's general manager of social services said the strike hadn't kept its staff from attending work, Mr. Hofley said.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Business group adds to voices demanding end to strike

BY BERT HILL, THE OTTAWA CITIZEN JANUARY 29, 2009

The new head of the Ottawa Chamber of Commerce is demanding an end to the Ottawa transit strike before it causes more damage to the economy.

"The bargaining teams for both sides should go back to the table in short order and negotiate toward a settlement," said Dan Moorcroft, the new chamber chairman.

"The message from our members is very clear. People are losing jobs, companies are losing business and there is significant loss of productivity as people can't get to work, are delayed or leave early because of the congestion created by the strike."

He said the strike is exacerbating the effect of a broader economic slowdown, hurting the most vulnerable members of the community and leading some consumers to delay significant purchases because they can't get to businesses or are too frustrated by commuting trouble.

He said the city and union bargaining teams must ensure that any settlement "must recognize that benefits for the taxpayers who foot the bill should be front and centre."

Mr. Moorcroft, chief executive of QMR Staffing Solutions, was to be installed as 2009 chair of the Ottawa Chamber early today.

Erin Kelly, formerly with Bell Canada, Televitesse and the CBC, is the new executive director. She replaces Gail Logan, who resigned as president of the chamber about a year ago.

- - -

Online

Learn the latest developments, sign up for news alerts and share your views on our site, Ottawa's most authoritative source on the OC Transpo labour dispute. ottawacitizen.com

© Copyright (c) The Ottawa Citizen